

# Judiciaires et légales

## Les ventes aux enchères dans l’Ouest

## Bonheur des meubles d’autrefois

Devant de telles offres, notre cœur balance... L'estimation annoncée ? Entre 100 et 150 €, la même pour les deux lots. D'un côté, un meuble de dentiste à deux corps en bois de placage né à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. De l'autre, une chaise de musicien en bois doré qui dut être fabriquée sous Napoléon III. En tout cas, des meubles d'ébénisterie. Des meubles pour rappeler, avec Marie Le Bot-Mantrant, commissaire-priseure à Nantes et à La Baule, que le mobilier ancien a encore son mot à dire. Enfin, un tout petit mot, prononcé à voix basse, dans le but d'avertir qu'il n'est pas totalement mort, et qu'il peut donc ouvrir sur d'ambitieux projets. Ainsi, à La Baule, mercredi prochain, à partir de 14 heures. 366 lots réunis, dont plusieurs dizaines de fauteuils, tables, chaises et buffets à maigres prix, quand ils valaient jadis des fortunes...

On connaît la réponse du marché : il faut vivre avec son siècle ! Et notre siècle, aujourd'hui, ne jure plus que par



Chaise de musicien, du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle sera proposée à La Baule, mercredi, sur une estimation de 100 à 150 €.

| PHOTO : SALORGES ENCHÈRES

une entreprise internationale capable d'écouler une bibliothèque toutes les cinq secondes dans le monde. L'idée n'est pas, ici, de lui jeter la pierre : même les mauvais bricoleurs (le

signataire en témoinne) y trouvent leur compte ! Mais comment taire, néanmoins, que pour un tarif à peine supérieur, un rare meuble de dentiste, avec neuf tiroirs en partie haute, habillerait magnifiquement une salle à manger à lui seul. Et comment ne pas admirer la délicatesse de notre chaise de musicien, son dossier à frise de piastres, ses accoudoirs à têtes de béliers et chutes de roses, ses quatre pieds fuselés cannelés ? À la vérité, une merveille de savoir-faire, dans un temps où l'on faisait grand cas du savoir-vivre. Et tant pis si les précieuses ridicules n'y voyaient, selon l'inimitable Molière, que des « **commodités de la conversation** ». Génie des artisans d'autrefois... Il ne manque jamais de revenir au enchères, comme une invitation à rêver. Nous n'étions pas si mal, finalement, dans le salon de Madame Verdurin...

Christophe PENOT.

### Sur votre agenda

**Coutances (50).** Par Éric Boureau, ce samedi, à 10 h : bijoux anciens, argenterie, objets de décoration, tableaux. 278 lots. 02 33 19 01 80.  
**Bayeux (14).** Par Régis Bailleul et Agnès Nentas, ce samedi, à 14 h : estampes, tableaux, bijoux, militaria, objets de décoration, arts de la table et mobilier pour leur sixième et dernier rendez-vous des « ventes marathon » de l'été. 300 lots environ. 02 31 92 04 47.  
**Le Mans (72).** Par ADN Enchères. Vente exclusivement en ligne, dimanche 10 août, à 10 h : électroménager, outillage, produits de loisirs, objets du quotidien, multimédia. Objets neufs. 1 462 lots. Vente exclusivement en ligne, lundi 11 août, avec clôture à partir de 20 h : vêtements, chaussures, produits de modes et produits de marques, cosmétiques. Objets neufs. 315 lots. 02 52 56 14 77.  
**Le Mans (72).** Par Nicolas Pastor.

Vente exclusivement en ligne, dimanche 10 août, avec clôture à partir de 20 h : univers Pokemon, albums et coffrets ; PlayStation et Nintendo. 221 lots. 02 52 56 14 86.  
**La Baule (44).** Par Marie Le Bot-Mantrant, mercredi 13 août, à 14 h : des sins et tableaux, porcelaines de la compagnie des Indes et arts d'Asie, faïences, verrerie, mobilier, tapis, horlogerie, objets d'art et de décoration, religiosa. 366 lots. Lundi 19 août : univers du parfum. Flacons, vaporisateurs et miniatures. 204 lots. Mardi 20 août : vêtements, chaussures, produits de marque, maroquinerie, lunet-

tes, bijoux modernes, briquets, stylos-plumes. 617 lots. 02 40 69 91 10.  
**La Baule (44).** Par Alizée Lauvray-Robert et Éric Sanson, samedi 16 août, à 14 h : lingots et pièces d'or, bijoux, montres, produits griffés, maroquinerie, estampes, dessins et tableaux, mobilier, design, argenterie, objets d'art et de décoration, vins. 409 lots. 02 40 60 60 90.

Sauf indication contraire, ventes à la fois en ligne et en présentiel. Pour les suivre ou pour y participer, se connecter sur [www.interencheres-live.com](http://www.interencheres-live.com)

6 250 €

À Morlaix, le 5 août, sous le marteau de François Dupont, pour un bronze de René Quillivic représentant le visage de sa femme. Exempleira unique, haut de 28 cm, patiné en brun vert sur lequel un collectionneur présent dans la salle n'a pas manqué de faire main basse. Un excellent achat, à n'en pas douter, ca le talent de ce sculpteur finistérien n'est plus à dire. Rappelons, pour mémoire, qu'il a réalisé quelque 22 monuments aux morts en Basse Bretagne.

## Découvrez notre nouveau site !

Une meilleure ergonomie pour votre veille sur les appels d'offres des marchés publics.

[lacentraledesmarches.com](http://lacentraledesmarches.com)

# dimanche

## 1 journal - 4 cahiers

# ouest france

Société « Ouest-France »  
S.A. à Directeur et Conseil de Surveillance au capital de 300 000 €.

**Siège social :** 10 rue du Breil - 35000 Rennes  
Tél. 02 99 32 60 00  
[www.ouest-france.fr](http://www.ouest-france.fr)

**Adresse postale :** 10 rue du Breil  
35051 Rennes cedex 9

**Rédaction de Paris :**  
91 rue du Faubourg-Saint-Honoré  
75008 Paris. Tél. 01 44 71 80 00

**Fondateur :** M. Paul Hutin Desgrées.  
**Cofondateur :** M. François Desgrées du Loû.  
**Fondateur de l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste :** M. François Régis Hutin.

**Directeur de la publication :**  
M. François-Xavier Lefranc.

**Rédacteurs en chef :**  
M. Philippe Boissonnat,  
Mme Laetitia Greffié,  
M. Sébastien Grosmaître.

**Membres du Directoire :**  
MM. François-Xavier Lefranc, Président,  
Fabrice Bazard, Directeur Général,  
Mme Maud Lévrier, M. Olivier Porte.

**Membres du Conseil de Surveillance :**  
MM. David Guiraud, Président,  
Mmes Christine Blanc-Patin, Vice-Présidente  
Valérie Cottureau, Elsa Da Costa,  
Annabel Desgrées du Loû,  
Laurence Méhaignerie,  
MM. Pierre Charpentier, Denis Boissard,  
Thierry Maillard.  
SIPA représentée par M. Benoît Le Goaziou,  
Association Ouest-France Solidarité représentée par M. Paul Hutin.

**Principale associée :** SIPA  
(Société d'investissements et de participations).  
SIPA est contrôlée par l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste, association loi 1901, dont le Conseil d'Administration est composé de  
MM. David Guiraud, Président; Bertrand Badré,  
Olivier Bonsart, Denis Boissard, Christophe Hutin,  
Benoît Le Goaziou, François Le Goaziou,  
Gabriel Petitpont, Mmes Christine Blanc Patin,  
Annabel Desgrées du Loû,  
Laurence Méhaignerie, Dominique Quinio,  
Marie-Trinité Touffet.

**Abonnement**  
Retrouvez nos offres sur [abo.ouest-france.fr](http://abo.ouest-france.fr)  
Tarif 1 an : 462 €

**Une question sur votre abonnement ?**  
Nos conseillers sont à votre écoute du lundi au vendredi de 8h à 18h  
au 02 99 32 66 66 (appel non surtaxé).  
Vous pouvez aussi gérer votre abonnement sur [moncompte.ouest-france.fr](http://moncompte.ouest-france.fr)

**Publicité extralocale :** 366 SAS  
Tél. 01 80 48 93 66. [www.366.fr](http://www.366.fr)

**Publicité locale :**  
Additi média  
Tél. 02 19 29 04 27. [additi-media.fr](http://additi-media.fr)

Commission paritaire n° 0625 C 86666  
N° ISSN : 0999-2138.

**Impression :** Ouest-France, 10 rue du Breil,  
35051 Rennes cedex 9.  
Parc d'activité de Tournebride,  
44118 La Chevrolière.

Imprimé sur du papier produit en France, Suisse, Belgique, Allemagne, Espagne et Royaume-Uni.  
Taux moyen de fibres recyclées : 90,42 %.  
Eutrophisation : 0,010 kg/tonne.

Tirage du 9-10 août 2025 :  
464 102

Certifié PEFC - PEFC/10-31-3502

Retrouvez tous les marchés publics et privés parus sur les 12 départements du Grand Ouest sur : [centraledesmarches.com](http://centraledesmarches.com)

Pour faire paraître une annonce légale :  
**Medialex**, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12€ la minute)  
e-mail : [annonces.legales@medialex.fr](mailto:annonces.legales@medialex.fr) - Internet : [www.medialex.fr](http://www.medialex.fr)

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023, soit 0,183 € ht le caractère ou tarif forfaitaire à titre dérogatoire pour certaines annonces légales.

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, [www.actulegales.fr](http://www.actulegales.fr).

## Marchés publics

### Procédure adaptée

### CCI / Nantes Saint-Nazaire

**Entretien des espaces verts, entretien des espaces verts extérieurs secteur Nantes, lot relancé**

### PROCÉDURE ADAPTÉE

#### Informations principales

**Entité publique :** CCI - Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI)

**Entité d'achat :** CCI / Nantes Saint-Nazaire - Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes Saint-Nazaire.

**Référence :** 2025GCPN4094.

Lien de consultation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2829909&orgAcronyme=I2m>  
**Intitulé de la consultation :** marché d'entretien des espaces verts - entretien des espaces verts extérieurs secteur Nantes - lot relancé.

**Objet de la consultation :** marché d'entretien des espaces verts - entretien des espaces verts extérieurs secteur Nantes - lot relancé.

**Type d'annonce :** annonce de consultation.

**Type de procédure :** MAPA >= 90 000 euros HT.

**Date et heure limites de remise des plis :** 22 septembre 2025 12 h 00.

**Catégorie principale :** services.

**Code CPV :** 77310000 (code principal).

**Informations complémentaires :**

**Date de mise en ligne :** 7 août 2025 10 h 57.

**Allotissement :** non.

**Accès public/accès restreint :** accès public.

**Modalités de réponse**

**Réponse électronique :** autorisée.

**Signature électronique requise :** autorisée.

**Mode d'ouverture :** par réponse.

**Chiffrement des plis :** non.

**Constitution des dossiers de réponses :** enveloppe d'offre - enveloppe unique.

## Avis administratifs

Ville de SAINT-ANDRÉ-DES-EAUX

Projet de déclassement de la voie communale « Les Bois de Bosseterre »

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté municipal n° SG/T173/2025 du 5 août 2025, ouverture sur le territoire de la commune d'une enquête publique du lundi 25 août 2025 à 9 h 00 au mercredi 10 septembre 2025 à 17 h 00 inclus, en application de l'article R.141-4 du Code de la voirie routière, portant sur le projet de déclassement du domaine public au domaine privé de la commune de la voie «Les Bois de Bosseterre», parcelle BZ 945, pour une surface totale de 5 393 m², située au lieu-dit Les Bois de Bosseterre et qui dessert le Domaine du Golf de Saint-Denac, en vue de sa cession à l'Association Syndicale Libre du Domaine du Golf de Saint-Denac.

Jacques Cadro a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par l'arrêté municipal susvisé.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés en mairie de Saint-André-des-Eaux pendant toute la durée de l'enquête, et consultables sur support papier et sur poste informatique aux jours et heures d'ouverture habituels au public. Les pièces du dossier seront également consultables en ligne sur le site internet de la commune de Saint-André-des-Eaux saint-andre-des-eaux.fr

Le public pourra obtenir des renseignements sur le dossier auprès de la mairie de Saint-André-des-Eaux en adressant ses demandes auprès du secrétariat général :

[secretariat@ville-st-andre-des-eaux.fr](mailto:secretariat@ville-st-andre-des-eaux.fr)

Le public pourra consigner ses observations directement sur le registre d'enquête mis à sa disposition ou les adresser par écrit à l'attention du commissaire enquêteur à l'adresse suivante : Mairie de Saint-André-des-Eaux - à l'attention du commissaire enquêteur, 5, place de la Mairie, 44117 Saint-André-des-Eaux ou à [secretariat@ville-st-andre-des-eaux.fr](mailto:secretariat@ville-st-andre-des-eaux.fr)

Seules les observations consignées ou transmises pendant la durée de l'enquête seront prises en compte par le commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations en mairie de Saint-André-des-Eaux (5, place de la Mairie, 44117 Saint-André-des-Eaux) aux jours et heures suivants : lundi 25 août 2025 de 9 h 00 à 12 h 00 ; mardi 2 septembre 2025 de 14 h 00 à 17 h 00, mercredi 10 septembre 2025 de 14 h 00 à 17 h 00.

À l'issue de l'enquête, le registre sera clos par le commissaire enquêteur qui, dans le délai d'un mois, transmettra le dossier, le registre d'enquête, son rapport et ses conclusions motivées au Maire de Saint-André-des-Eaux ; le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie et sur le site internet saint-andre-des-eaux.fr pendant un an.

La décision susceptible de découler de cette enquête publique est la validation ou non du déclassement de la parcelle concernée en vue de son aliénation au profit de l'Association Syndicale Libre du Domaine du Golf de Saint-Denac.

Notre territoire

UN SERVICE 100% GRATUIT

NOTRE-TERRITOIRE.COM

SOYEZ LE 1<sup>ER</sup> INFORMÉ DES PROJETS D'AMÉNAGEMENT PRÈS DE CHEZ VOUS OU N'IMPORTE OÙ EN FRANCE !

Le site qui rassemble tous les avis d'enquêtes publiques.

A NOS ANNONCEURS

Nous remercions nos annonceurs de bien vouloir répondre, même par la négative, aux lettres qui leur parviennent de nos lecteurs, surtout si celles-ci comportent un timbre pour la réponse

Préfecture de LA LOIRE-ATLANTIQUE  
Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'accompagnement à la transition écologique et des procédures environnementales  
**Conseil Départemental de LOIRE-ATLANTIQUE (maître d'ouvrage)**  
**Projet de doublement et d'aménagement d'une voie réservée sur la RD178 sur les communes de Pont-Saint-Martin, Les Sorinières, Le Bignon et La Chevrolière**

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral n° 2025/UPAF/055 du 9 juillet 2025, une enquête publique unique est ouverte pendant trois jours consécutifs, du lundi 25 août 2025 à 14 h 00 au vendredi 26 septembre 2025 à 17 h 00 inclus :

- en mairie des Sorinières (siège de l'enquête), 49, rue Georges-Clémenceau, 44840 Les Sorinières,  
- en mairie de Pont-Saint-Martin, 14, rue de la Mairie, 44860 Pont-Saint-Martin,  
- en mairie de la Chevrolière, 2, place de l'Hôtel-de-Ville, 44118 La Chevrolière,  
- en mairie du Bignon, 11, rue du Moulin, 44140 Le Bignon,  
- à titre subsidiaire, sans permanence du commissaire enquêteur : en mairie de Montbert, rue de la Mairie, 44140 Montbert (concernée par les mesures compensatoires), portant sur le projet de doublement et d'aménagement d'une voie réservée sur la RD178 sur les communes de Pont-Saint-Martin, Les Sorinières, Le Bignon et La Chevrolière.

Cette enquête publique unique est préalable à :

- l'autorisation environnementale unique (Aeu) pour la seule section Nord du projet, au titre des articles L.181-1 et L.181-2 du Code de l'environnement comprenant :

- l'autorisation loi sur l'eau avec étude d'impact ;  
- la dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces et habitats protégés, la déclaration d'utilité publique (DUP) du projet dans son ensemble (sections nord et sud), emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme métropolitain (pour la commune des Sorinières) et des plans locaux d'urbanisme des communes de Pont-Saint-Martin, Le Bignon et La Chevrolière,  
- la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation (délimitation exacte des immeubles à acquérir par voie d'expropriation et identification, de façon précise, des propriétaires et autres titulaires de droits concernés par le projet).  
M. Daniel Devaux est désigné en qualité de commissaire enquêteur et Mme Catherine Etien, en qualité de commissaire enquêtrice suppléante. Le commissaire enquêteur est chargé de diriger l'enquête et de recevoir les observations du public aux dates et heures ci-après :

- en mairie des Sorinières (siège de l'enquête) :  
- lundi 25 août 2025 de 14 h 00 à 17 h 00,  
- vendredi 26 septembre 2025 de 9 h 00 à 12 h 00.  
- en mairie de Pont-Saint-Martin :  
- mercredi 3 septembre 2025 de 14 h 00 à 17 h 00,  
- mardi 23 septembre 2025 de 9 h 00 à 12 h 00.

- en mairie de la Chevrolière :  
- samedi 13 septembre 2025 de 9 h 30 à 12 h 00.  
- en mairie du Bignon :  
- jeudi 18 septembre 2025 de 9 h 00 à 12 h 00.

Pendant la durée de l'enquête, le public peut prendre connaissance du dossier « papier » d'enquête publique unique en mairies des Sorinières, Pont-Saint-Martin, La Chevrolière, Le Bignon, et Montbert, aux jours et heures d'ouverture des services au public. Il peut également consulter le dossier numérique sur un poste informatique dans les mairies précitées. La consultation du dossier d'enquête publique unique est également possible depuis le site Internet des services de l'État en Loire-Atlantique <https://www.loire-atlantique.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Enquetes-publiques>

Le dossier comporte les avis obligatoires des autorités administratives. Pendant le temps strict de l'enquête, le public peut formuler ses observations et propositions :

- sur les registres d'enquête ouverts à cet effet en mairies des Sorinières, Pont-Saint-Martin, La Chevrolière, Le Bignon, et Montbert,  
- par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur, à l'adresse suivante : mairie des Sorinières, 49, rue Georges-Clémenceau, 44840 Les Sorinières,  
- sur le registre dématérialisé mis en place à l'adresse suivante : <https://enquetepublique.loire-atlantique.fr/rd178-vr> (accessible aussi depuis le site internet des services de l'État en Loire-Atlantique),  
- par courrier électronique à l'adresse suivante : [rd178-vr@mail.registre-numerique.fr](mailto:rd178-vr@mail.registre-numerique.fr) (La taille des pièces jointes ne pourra excéder 25 Mo. Seuls les courriels reçus pendant le temps strict de l'enquête sont pris en compte).

Toutes ces observations et propositions sont mises à disposition du public, dans les meilleurs délais, et accessibles depuis le registre dématérialisé et le site internet des services de l'État en Loire-Atlantique (<http://www.loire-atlantique.gouv.fr>).

Toute personne peut, sur sa demande et ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la préfecture de Loire-Atlantique (Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial - bureau de l'accompagnement à la transition écologique et des procédures environnementales) dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Dès réception, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont publiés sur le site des services de l'État en Loire-Atlantique et mis à la disposition du public, en mairies des Sorinières, Pont-Saint-Martin, La Chevrolière, Le Bignon, et Montbert, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Toute information concernant le projet peut être demandée auprès du Conseil départemental de Loire-Atlantique (maître d'ouvrage), Hôtel du département, 3, quai Céineray, CS 94109, 44041 Nantes cedex 1, Direction des infrastructures, à l'attention de M. Jean-Pierre David, chef du service études et concertation ou de Mme Séverine Charrier, chargée d'opérations routières.

Les décisions susceptibles d'intervenir à l'issue de la procédure sont :

- une autorisation environnementale unique pour la seule section Nord du projet, au titre de la loi sur l'eau et valant dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces et habitats protégés, prise par arrêté du préfet ou un refus,

- une déclaration d'utilité publique (DUP) du projet envisagé, emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme métropolitain et des PLU des communes concernées avec le projet, prise par arrêté du préfet ou un refus motivé,

- une déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération projetée au sens de l'article L.126-1 du Code de l'environnement prise par délibération du conseil départemental de Loire-Atlantique portant le projet.

La présente publication est faite notamment en vue de l'application :

- des articles L.311-1 à L.311-3 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, qui disposent :

«En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufructiers intéressés soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation.

Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Les intéressés autres que ceux mentionnés aux articles L.311-1 et L.311-2 sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils sont déchus de tous droits à indemnité.»

- de l'article R.311-1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, qui dispose :

«La notification prévue à l'article L.311-1 est faite conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article R.311-30. Elle précise que le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, dans le délai d'un mois, les fermiers, les locataires, les personnes qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et celles qui peuvent réclamer des servitudes.»

Radar, excès de vitesse

## La dénonciation du conducteur fautif doit s'appuyer sur des éléments

La simple indication du nom du conducteur, lorsqu'une entreprise le désigne en cas d'excès de vitesse relevé par un radar automatique, ne suffit pas à faire condamner ce conducteur désigné.

La Cour de cassation exige en effet que cette dénonciation, faite par le titulaire de la carte grise du véhicule pour ne pas payer l'amende, soit corroborée par des éléments probants (par exemple, le registre d'utilisation des véhicules).

Faute de quoi, cette obligation de dénonciation du conducteur, auteur de l'infraction, n'est pas remplie, ajoute-t-elle. (Cass. Crim. 6.6.2023, A 22-87.212).

Immobilier

## Le couvreur n'est pas forcément assuré pour tout travail de couverture

Tout travail d'étanchéité sur une toiture ne relève pas forcément des compétences classiques d'un couvreur et le client doit donc vérifier qu'il ait souscrit une assurance particulière correspondante.

C'est le cas des travaux d'étanchéité d'une toiture terrasse, a jugé la Cour de cassation, car il s'agit d'un travail qui nécessite des compétences spécifiques et qui n'est pas nécessairement garanti par l'assurance.

La nuance complique la tâche du client qui peut être un particulier incompetent en la matière et qui doit vérifier non seulement l'existence de l'assurance décennale du couvreur mais aussi que sa commande de travaux de couverture d'une toiture plate entre bien dans les activités pour lesquels l'entrepreneur est compétent et assuré.

L'affaire se complique encore lorsque le contrat d'assurance peut admettre que cette activité soit réalisée à titre accessoire sur le chantier mais non à titre principal.

La Cour de cassation a fréquemment jugé que le maître de l'ouvrage, c'est-à-dire le propriétaire du bâtiment, qui commande des travaux, devait vérifier avant le début des travaux que l'assurance décennale souscrite par l'entrepreneur, qui doit être mentionnée sur les devis et factures, couvre bien le travail envisagé. (Cass. Civ 3, 30.3.2023, W 22-12.320).